

ne se limite pas à voter une fois de temps en temps mais à être suffisamment informés pour pouvoir réellement réfléchir, participer et décider. Il ne peut y avoir de vraie démocratie sans que le peuple s'approprie collectivement les outils de l'économie et de la société. Il ne peut y avoir de vraie socialisation des grands moyens de production et d'échange sans pouvoirs réels des citoyens sur les entreprises.

❖ Vous avez dit ruptures ?

Sortir du productivisme, changer la production

Il faut contrôler les grands moyens de production et d'investissement pour permettre une planification démocratique du changement des productions, pour sortir du productivisme et de ses gaspillages, pour développer d'autres objectifs sociaux et environnementaux.

Un nouveau mode de vie est possible. Il permettra de multiples activités grâce au temps libéré des contraintes du travail salarié.

En finir avec chômage, précarité et pauvreté

Le travail ne manque pas. Celles et ceux qui subissent l'intensification et la dégradation de leur travail soumis aux logiques managériales le savent bien. Travailler moins permettrait à tous de travailler. Un emploi, c'est un droit ; un revenu, c'est un dû. Les périodes hors travail salarié (retraite, formation initiale et continuée...) ne sont pas un coût sans utilité sociale. Le chômage - outil de fabrication « d'inutiles » - doit être aboli et remplacé par une sécurité professionnelle tout au long de la vie, un nouveau statut du salarié garantissant la continuité des droits. Ceci suppose de profondes modifications dans la hiérarchie des salaires et

l'organisation de la production : par exemple la précarisation de l'emploi doit être mise hors la loi par une autre organisation des temps de travail.

Les soins gratuits

Annuler les lois qui remettent en cause le droit aux soins gratuits pour tous demande une redéfinition de l'organisation des services de santé, avec une médecine organisée autour des fonctions de prévention et de soin et non « payée à l'acte ». Mais cela appelle aussi une réorganisation de l'ensemble des productions de médicaments sans attendre que d'autres médicaments-marchandises fassent de nouvelles victimes.

Une réappropriation collective de l'espace

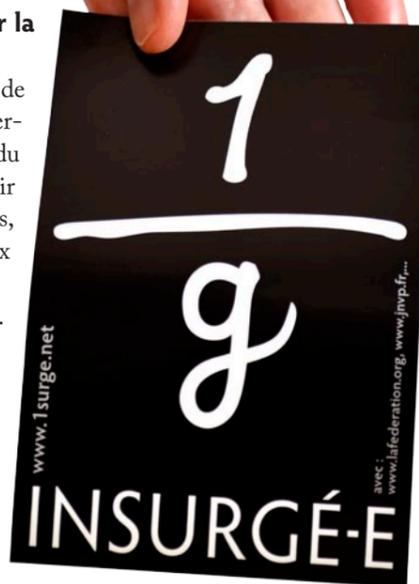
Nous savons que nous vivons dans un espace fini et que cet espace est structuré par les inégalités et limité par la destruction de la planète. Nous devons concevoir un nouvel aménagement de l'espace et des territoires selon des critères sociaux et écologiques.

Le droit au logement ne peut être garanti qu'en brisant l'organisation capitaliste de l'espace qui ne prévoit aucune place dans les territoires et les villes pour celles et ceux qui ne peuvent payer et qui les déporte loin avec des coûts humains, sociaux et écologiques croissants.

Une transition énergétique

Il faut s'orienter vers une sobriété et une efficacité énergétique, combattre la course aux énergies fossiles, le nucléaire, les agrocarburants et autres fausses solutions.

Les risques environnementaux et humains du nucléaire ont été soulignés par les récentes catastrophes. Cela impose la mise en œuvre d'alternatives propres et efficaces en matière de ressources énergétiques nouvelles. Il y a urgence à supprimer les centrales de plus de trente ans et celles qui présentent un risque particulier.



Nous venons d'indiquer des axes de ruptures démocratiques, sociales et écologiques, pour le dépassement du capitalisme et une révolution démocratique. Nous souhaitons en débattre : la mobilisation ne se fera pas autour d'un catalogue de revendications mais au travers d'une dynamique. .

Avançons ! Comme y invite l'introduction du Programme du Front de gauche et de son candidat commun à l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon « *L'humain d'abord* » : « *Ce livre aspire en premier lieu à être enrichi, discuté, contesté même.* » (...) Des forums populaires, des assemblées, « *Des ateliers législatifs avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent vont permettre de le compléter, de le renforcer et de le traduire en mesures législatives* ». L'engagement pour les élections présidentielle et législatives se confond avec la dynamique que nous pouvons construire ensemble.

Les prochaines échéances doivent être l'occasion de changer la manière de faire de la politique, les termes et les formes du débat public. Pour cela il est essentiel que les campagnes politiques donnent lieu à une véritable intervention citoyenne et sociale.

Faisons des forums citoyens, des assemblées citoyennes et des états généraux thématiques des outils indispensables à cette réappropriation de la politique pour oser la révolution démocratique !

La FASE agit pour un front alternatif à la droite et au social-libéralisme

La marche sur Madrid
extrait du film « ON THE LINE » de Amira Bochenska
<http://vimeo.com/27581226>

Seul un large front politique et social peut permettre de construire un rapport de forces en faveur des ruptures nécessaires.

Rassembler des forces et des citoyen-ne-s dans leur diversité, construire un horizon commun, oui ! Les points d'accord pour agir ensemble sont nets. La volonté d'en finir avec les étroites logiques d'appareils et les logiques électoralistes correspond à une attente profonde.

Notre participation à un Front de gauche transformé veut peser dans ce sens.

Déjà, des mouvements, des syndicats construisent des alternatives, imaginent ou expérimentent de nouveaux modes de fonctionnement de la société, de nouveaux possibles. Nous voulons une dynamique qui les mette en commun, qui en fasse l'affaire de toutes et tous.

Faisons connaître le Programme du Front de Gauche.

Prenons-le comme un point de départ, comme il est dit dans son introduction : « *Il présente les grandes lignes dont nous voulons débattre pour éclairer le choix que chaque citoyen aura à faire en 2012. (...) Il veut provoquer et nourrir le débat politique sans lequel il n'est pas de démocratie adulte, condition d'un peuple émancipé.* ».

La FASE tient à mettre quelques propositions en débat.

La FASE (Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique) n'est pas une organisation classique : c'est un regroupement de militant-e-s et d'organisations qui ont choisi de fédérer leurs énergies et leurs apports spécifiques pour en faire une force politique de type nouveau, accessible à tous et toutes : **citoyen-ne-s, militant-e-s membres ou non de structures** associatives, politiques, syndicalistes, culturelles, etc. Fédérer veut dire à la fois être tous ensemble et garder sa personnalité (individuelle bien sûr mais aussi collective). Ce processus fédératif est continuellement ouvert et dépend de celles et de ceux qui décident de s'y associer car il importe de ne déléguer à personne le pouvoir de décision sur son avenir.

Nous avons adopté en avril 2011 un texte plus développé : « *Osons la révolution démocratique* », disponible sur notre site : www.lafederation.org.

Pour contacter la Fédération et vous abonner à la Lettre du site : contact@lafederation.org.

La FASE, 20 rue Chaudron, 75010 - PARIS, septembre 2011.

LA FÉDÉRATION
pour une alternative sociale et écologique
www.lafederation.org

❖ Sortir des vieilles recettes

Sous toutes les latitudes, l'été a vu craquer les coutures des sociétés. Les contradictions ont rarement été aussi aiguës. Dans de nombreux pays - y compris en Israël et aux USA - des mouvements mettent en cause la légitimité et l'efficacité du système.

Alors que les peuples s'opposent et comprennent de plus en plus que le capitalisme n'est pas « moralisable », comment expliquer que celui-ci continue à faire sa loi ?

C'est que les anciennes recettes ont montré leurs limites : Obama, comme hier la « Gauche plurielle », n'a pas osé ou

voulu s'en prendre au pouvoir exorbitant que les détenteurs de capitaux exercent sur notre vie.

Le résultat est pratiquement le même partout. La bulle financière éclate et ceux qui en sont responsables veulent faire payer la note aux peuples. Pour ne pas répéter les erreurs du passé, c'est aux sources économiques et politiques du pouvoir qu'il faut nous attaquer résolument.

Qui doit prendre les décisions politiques et économiques ? Quelques multimillionnaires ?

Qui doit exercer le pouvoir ? Quelques experts ou les peuples ? Nous voulons faire émerger un mouvement populaire auquel rien n'échappe : ni les pouvoirs de décision ni les

débats institutionnels. Cela a manqué lors de la lutte contre la réforme des retraites et doit se construire dès maintenant.

Quel que soit le gouvernement, on n'est jamais si bien servi que par soi-même. Assez de promesses qui ne seront pas tenues. Discutons d'objectifs à imposer toutes et tous ensemble. Car l'enjeu des élections n'est pas d'attendre « l'homme-miracle » ou « la femme-miracle » qui ne vient jamais. Il est d'avoir des citoyen-ne-s et des élu-e-s qui mettent en œuvre d'autres pratiques politiques. Soyons des millions à participer en 2012 à un mouvement qui ne se contente pas de la protestation mais qui porte la volonté de se constituer en lieux de pouvoirs ! Cet évènement en permettra d'autres. Après la mondialisation capitaliste, ce sera le tour de la mondialisation des peuples constitués en force politique neuve.

❖ Prendre les pouvoirs nécessaires

L'objectif est d'arracher des prérogatives jusque-là réservées à l'État et au système politique. Que le mouvement populaire investisse les institutions politiques est un des enjeux. Il s'agit de bannir toute délégation fondée sur le « Faites-moi confiance, je ferai pour vous à votre place ».

Cela appelle une coopération active et consciente avec des élus et une nouvelle forme de vie démocratique. Cette démarche fait de l'élu un participant apportant son expérience.

Cela ne supprime ni élections, ni mandat, ni État mais remplace une grande part des compétences exclusives de l'élu - ou du technopouvoir - par un exercice nouveau de la citoyenneté.

Le mandat n'est plus ce texte dont personne ne se souvient au bout de six mois. Il doit être redéfini face à chaque problème, afin qu'il soit continuellement renouvelé et précisé, pour une mission bien délimitée.

Le rôle de la représentation et des organisations n'est plus de se substituer aux intéressés en parlant à leur place mais de rendre possible l'exercice du vrai débat démocratique jusque-là réservé aux membres du système politique.

Il ne suffit pas de changer les institutions, il faut changer les rapports entre les citoyens et les pouvoirs institutionnels. Une Constituante suppose d'être préparée par des États généraux. Elle doit inaugurer une forme de discussion permettant la réflexion politique de toutes et tous.

Personne ne rêve d'UN citoyen omniscient mais il s'agit de citoyenS définissant eux-mêmes leurs problèmes et des solutions à envisager. Avec le temps, cela déplacera le centre de gravité de l'exercice de la démocratie. Cette conception doit devenir une caractéristique fondamentale de la politique. Ainsi, les échéances électorales prendront un sens nouveau.

Ce renversement de rapports entre élus et électeurs change la nature du « vote utile ».

Il y a deux logiques : élire un représentant que l'on reverra plus tard (peut-être) pour nous expliquer la décision prise ou élire un partenaire avec lequel on coopère, co-élabore et co-intervient à chaque fois que l'on en éprouve le besoin. Dans un cas, on vote pour celui qui est déjà le plus fort, dans l'autre, on vote pour celui qui nous rend plus forts.

Plus cette citoyenneté active grandit et plus l'action sur les institutions politiques et l'appareil d'État devient accessible à toutes et tous. Plus ces institutions sont banalisées, plus elles sont revalorisées parce que devenues un outil pour le plus grand nombre. L'élection devient un moment tremplin qui dynamise le mouvement populaire, lui donne davantage de pouvoir en favorisant son irruption dans le champ politique.

❖ Pas de pouvoir démocratique sans maîtrise collective de la propriété des grands moyens de production et d'échange

Voilà une question des plus actuelles et urgentes ! L'ampleur du pouvoir que donne la maîtrise de la propriété des capitaux, des banques et des grandes industries a été mis en évidence cet été. Les gouvernants ne cessent de se plier aux ordres des puissances financières.

La moindre inégalité de droit entraîne une cascade incessante d'inégalités. Il n'y a pas de citoyenneté réelle qui ne s'applique pas à toutes et tous. Agir pour le droit de vote et d'éligibilité de tou-te-s les résident-e-s comme pour la parité, est notre intérêt commun. Des projets de lois pour l'égalité et un nouveau Code de la nationalité doivent faire partie des engagements des candidat-e-s aux législatives.

Signe éclatant de la propriété et du pouvoir à l'échelle de la planète, la mondialisation libérale a permis une concentration inouïe des richesses et du pouvoir. Quand Reagan a été élu Président, en 1980, les plus riches des États-Uniens - 1% de la population - recevaient 9% des revenus. Trente ans après, ils en reçoivent 22% !

Ce monde capitaliste en crise est « dirigé » par une bourgeoisie très concentrée dont « dépendent » la majorité des gouvernements et les autres « patrons » : 50% du patrimoine mondial est possédé par par moins de 50 millions de personnes. Il y a bien de quoi dénoncer les inégalités, mais il faut aller un peu plus loin.

À quoi rime de taxer la spéculation quand on sait qu'elle est à la source de la crise et ne sert l'intérêt que d'une minorité ? C'est la propriété capitaliste des multinationales qui ne doit plus durer. Si nous ne voulons plus être leurs jouets, nous devons substituer à la propriété privée qui donne le pouvoir à une oligarchie, une propriété publique et, ainsi, rendre possible une socialisation des choix et de l'organisation de la production.

Déjà, l'hiver dernier, avec le scandale du Médiateur la démonstration avait été faite que l'on ne peut concilier les intérêts des actionnaires et ceux du public, des usagers. Comment peut-on prétendre avoir la maîtrise des circuits financiers et de la production de biens vitaux si on n'a pas la maîtrise sur l'outil de production ?

Les échecs à répétition de la gauche au gouvernement tiennent d'abord à cela : on ne peut pas plaire à la fois aux actionnaires qui veulent toujours plus de profits et à ceux qui ont besoin de leur travail pour vivre et souhaitent que les richesses qu'ils produisent servent au bien-être du plus grand nombre. **Ne pas choisir revient à laisser la finance dominer l'humanité.**

Comment peut-on prétendre changer de politique sans toucher aux fonds engloutis par la spéculation dont le montant dépasse de loin le budget de l'État ?

Comment peut-on faire une politique de gauche et ne pas se saisir des bénéfices

des entreprises, c'est-à-dire des fruits du travail, pour qu'ils retournent aux vrais producteurs - les salariés - sous forme d'emploi, de salaires, d'hôpitaux, de recherche, d'éducation, de logement ? Comment peut-on prétendre démocratiser la société et laisser le pouvoir de vie et de mort sur l'économie entre les mains de quelques dizaines de milliers de personnes ? On ne peut contourner cette question. **C'est pourquoi sans hésitation, nous pensons qu'il est temps que les exigences sociales débouchent sur l'exigence que le peuple s'approprie ces moyens financiers.**

Toute l'actualité internationale, de l'Islande à l'Espagne en passant par la Grèce, l'Égypte et la Tunisie, Israël et la Grande-Bretagne, le Venezuela et l'Allemagne, etc. montre que cette orientation peut être menée à bien par la convergence des luttes. Il n'y a pas que les capitalistes qui peuvent se mondialiser. Relançons des forums sociaux mondiaux, régionaux... avec des organisations de producteurs associés à de nouveaux objectifs, sociaux et environnementaux.

❖ Des nationalisations ? Oui ! Précisons ce que nous voulons

Le bilan négatif des nationalisations de 1981 ou de la collectivisation soviétique est connu. Dans ces deux cas, le peuple a été tenu à l'écart des décisions concernant les entreprises. C'est encore vrai aujourd'hui en ce qui concerne le service public : il devrait concerner un ensemble de biens communs (eau, écoles, poste, télécommunications, médias, hôpitaux, transports, etc.) et être organisé et géré avec l'intervention des salarié-e-s et des usagers.

Appropriation collective ne signifie pas étatisation. Sous des formes diverses (entreprises et services publics, coopératives, ...) il s'agit de créer des modes de gestion qui impliquent obligatoirement les personnels, les usagers, les élus.

Notre conception de la démocratie

On ne peut être citoyen à la ville et être travailleur victime de la subordination absolue à l'employeur dans l'entreprise. La reconnaissance des droits politiques dans l'entreprise est à la base de toute démocratie. L'intelligence collective des salariés est bien plus pertinente que la marchandisation pour créer des biens socialement utiles et gérer l'organisation du travail dans les entreprises.

récusation de la dette en Islande

place Tahrir à Caire

indignados en Espagne

jasmin en Tunisie

tentes en Israël

répression en Syrie

guerre civile en Lybie

insurrection en Grèce